



Agents des finances, Gilets jaunes : Même combat ! ?

Un mouvement inédit.

Si la colère sociale qui s'exprime depuis plusieurs mois est complexe, elle est légitime et parfaitement compréhensible. Le mouvement des « gilets jaunes » inédit est révélateur du ras-le-bol des injustices fiscales et sociales.

Celles-ci viennent des choix politiques et pas des fonctionnaires qui assurent le service public. Au moins 150 actions ont concerné les services fiscaux (allant de l'action pacifiste à l'incendie et la mise en péril de l'intégrité physique). Cette confusion, et les agressions qui en ont découlé, nous les condamnons sans ambages, tout comme nous condamnons les dérives poujadistes, les tentatives de récupération de l'extrême-droite, les idioties complotistes et autres puanteurs racistes, les menées un rien fascistes à l'encontre des journalistes.

Nous condamnons dans le même élan fermement les violences faites aux manifestants : matraquer ou gazer en masse du simple manifestant lambda ne fait pas très État de droit ! En aucun cas, le manifestant ne peut être réduit à un délinquant par nature. Le gouvernement joue sur les peurs pour éviter que les manifestants fréquentent le pavé. Manifester est et doit rester un (vrai) droit fondamental. Ou alors nous ne sommes plus dans la même société.

Par-dessus tout, nous condamnons la violence économique et sociale de la politique gouvernementale.

L'injustice fiscale au cœur

S'agissant de la fiscalité environnementale, le Gouvernement a tenté une justification, qui, en fait, n'en est pas une. Et les effets de cette tentative de manipulation sont palpables dans l'opinion. La parole publique est discréditée.

S'agissant de la hausse des carburants, le gouvernement a prétendu que son objectif était de « verdier » notre fiscalité et donc de pousser à une modification des comportements. L'affectation de la taxe était censée aller vers le financement de la transition écologique. Or, la taxation en la matière repose essentiellement sur la Taxe Intérieure sur les Produits Énergétiques (TICPE) a permis d'engranger 33,8 milliards d'euros en 2018 (la hausse prévue pour 2019 était de 3,7 milliards).

Mais ce sont seulement 21,3 % de la TICPE qui sont affectés à des besoins écologiques. Le reste (près de 80 % !) ne finance pas des dépenses publiques environnementales !

Ajoutons à cela les dispositifs de remboursement et d'exonération (3 milliards pour les transports aériens, 800 millions pour les secteurs routier et maritime) : ce gouvernement aura beaucoup de mal à se présenter comme le champion de la fiscalité verte ...

Coïncidence ? Le coût net de la suppression de l'ISF s'élève pour sa part à un peu plus de 3,5 milliards d'euros, soit un montant comparable à la hausse de la TIPCE envisagée par le gouvernement. L'une des questions principales posées par le mouvement des gilets jaunes est bien celle de la justice fiscale.

On ne peut que rejoindre cette préoccupation. Nous l'avons même précédé : voilà des années que nous réclamons à cor et à cri une mise à plat du système, plutôt que le sabrage de l'administration concernée qui a perdu la bagatelle de 40000 emplois depuis 2002.

Le constat que nous faisons est clair : le système n'est ni juste, ni efficace.

Pourtant, le rôle de l'impôt est essentiel....

L'impôt joue un rôle social et économique vital sans lequel il ne peut y avoir de vie en société. Et sans impôt juste, il n'y a pas de société juste.

Historiquement, il poursuit trois objectifs :

- ▶ L'impôt permet de financer l'action publique, les services publics, les investissements publics ou encore les aides publiques.
- ▶ Il peut aussi réduire les inégalités de revenus et de patrimoines.
- ▶ Il joue également un rôle d'incitation à modifier certains comportements.

Sans impôt, pas de services publics : l'éducation, la sécurité, la santé et tous les services assurés par l'État, les collectivités locales et les organismes publics seraient assurés par le secteur privé.

A titre d'exemple, sans impôt, il faudra payer directement l'éducation des enfants. Pour scolariser ses enfants, il faudrait déboursier 5 000 euros par an à l'école primaire, 8 000 euros par an au collège et 10 000 euros pour une année au lycée.

Sans impôt, les plus riches pourraient disposer d'un système privé de formation, de santé, de sécurité etc. Les plus pauvres en seraient exclus, les inégalités seraient donc incomparablement plus violentes et importantes qu'actuellement.

La justice fiscale et sociale, voilà l'urgence !

Pour ce faire, il faut une autre approche de la fiscalité qui consiste notamment à stopper le cercle infernal de la concurrence fiscale et sociale et à réhabiliter l'impôt et ses véritables finalités.

Parmi les mesures à prendre, il s'agit notamment de :

Réformer le système fiscal pour qu'il soit véritablement consenti, plus juste et plus stable, n'est pas simplement possible, c'est une urgence sociale, économique et écologique.

- ▶ redonner une véritable progressivité d'ensemble à l'imposition des revenus en imposant tous les revenus (y compris les revenus financiers) au barème progressif,
- ▶ parvenir à une visibilité de l'imposition des revenus, gage d'une meilleure compréhension de l'impôt,
- ▶ préserver les ressources de la sécurité sociale afin de prendre en charge les besoins sociaux,
- ▶ réformer l'impôt sur les sociétés pour imposer la richesse là où elle est générée et rétablir l'équilibre entre l'imposition des PME et des grands groupes,
- ▶ engager une « revue des niches fiscales » et ne maintenir que les incitations (sociales, environnementales et économiques) dont l'efficacité aura été démontrée,
- ▶ rétablir un véritable impôt sur la fortune,
- ▶ réécrire les impôts sur la transmission (donation, succession) pour éviter l'accumulation des patrimoines,
- ▶ revoir les bases des impôts locaux, aujourd'hui obsolètes, en maintenant la capacité financière des collectivités locales pour financer les services publics locaux,
- ▶ engager une fiscalité environnementale à condition qu'elle s'intègre dans une politique écologique plus globale et qu'elle ne soit pas le faux-nez d'un alourdissement de la fiscalité indirecte,
- ▶ au plan européen, instaurer un « serpent fiscal européen » : harmonisation de l'IS (base et taux) intégrant la dimension numérique pour neutraliser l'évasion fiscale, harmonisation de la TVA, impôt européen sur les entreprises,
- ▶ renforcer la coopération internationale contre l'évasion et la fraude fiscales,
- ▶ renforcer les moyens humains, juridiques et matériels des administrations fiscales et économiques (douanes, DGFIP, DGC-CRF, services judiciaires spécialisées) pour assurer le service public et, notamment, combattre efficacement la fraude fiscale et la délinquance économique et financière.

Nos organisations continueront à porter ces revendications et à lutter pour qu'elles deviennent réalités!



Nos revendications au coeur de l'actualité sociale !

La mobilisation dite des « gilets jaunes » se poursuit depuis plus de deux mois.

Elle rythme l'actualité. Les revendications qui semblent aujourd'hui mises en avant par la majorité des manifestant.e.s tendent, dans leur recherche de justice sociale et fiscale, à reprendre celles que nous portons depuis des années.

Ne faut-il pas y voir un effet inattendu du travail d'informations et d'analyse que nous avons mené au sein de nos organisations syndicales ?!

Car nous n'avons pas attendu l'organisation d'un pseudo « grand débat national » conduit d'en haut pour alimenter la réflexion publique et collective autour de revendications qui font écho aujourd'hui.

Toutes ces mesures vont, avec l'augmentation des salaires et l'amputation des dividendes pharaoniques versés aux actionnaires, dans le sens de plus de justice fiscale et de justice sociale telles que nous ne cessons de les revendiquer depuis des années.

Aujourd'hui les personnels des ministères économiques et financiers, en particulier les agent.e.s des finances publiques, sont en première ligne, confrontées aux conséquences de politiques dont elles et ils ne sont pas plus responsables que le reste de la population, ne partageant que trop souvent le désarroi et les difficultés de celle-ci face au recul et au dépérissement des services publics, à la réduction de leur reste à vivre.

C'est parce que ces services publics sont remis en cause sous prétexte qu'il faudrait réduire la dépense publique qu'im-

Les éléments du débat sont connus depuis longtemps !

Le chef de l'État entend enfermer son « grand débat » dans les limites de son projet libéral. Les questions sont fermées en matière de fiscalité et de dépenses publiques. Encore moins question d'augmentation des salaires, pensions, allocations et prestations. Le Capital bénéficie de la grâce présidentielle. Il ne s'agirait donc que de lui indiquer les impôts à « *baisser en priorité* » ou les « *économies qui vous semblent prioritaires à faire* ». Quand la question n'est pas tant celle du trop d'impôt mais celle de sa répartition, de la mise à contribution de chacun.e selon ses moyens et de la redistribution de la richesse en réduisant les inégalités de revenus et de patrimoines et en permettant de financer l'action publique, les services publics, les investissements publics ou encore les aides publiques.

De ceci bien sûr ce président et ce gouvernement préfèrent éviter la discussion. Dans son rôle d'éducation populaire et de construction des revendications et des mobilisations, notre syndicalisme de lutte, d'émancipation et transformation sociales, de propositions et d'action, a par contre toute sa place pour contribuer à renforcer sur la base de ses revendications et de ses valeurs un mouvement de prise de conscience des enjeux de l'impôt et des services publics.

Nos revendications ont une nouvelle chambre d'écho !

Aujourd'hui nous ne pouvons qu'être satisfaits d'entendre reprises nos revendications en faveur d'un impôt sur le revenu plus progressif, d'un taux zéro de TVA sur les produits de première nécessité, d'une « revue des niches fiscales » (pour ne maintenir que les incitations sociales, environnementales et économiques dont l'efficacité aura été démontrée), d'un rétablissement d'un (véritable) impôt sur la fortune, d'une fiscalité qui s'appuie davantage sur l'impôt progressif que sur des taxes qui pèsent sans distinction de niveau de revenus et patrimoines.

pôts et taxes confondues, le consentement à l'impôt devient moins évident. La bonne question est alors : pour qui le gouvernement entend-t-il réduire la dépense publique ? Si ses mesures fiscales apparaissent clairement privilégier les plus riches et les détenteurs de capitaux, les mesures concomitantes de réduction de la dépense publique visent toutes celles et tous ceux qui bénéficient des services publics. Ainsi la hausse prévue de la Taxe Intérieure sur les Produits Énergétiques était du même ordre de grandeur que le rendu de l'ISF (3,5 milliards).

La goutte devenue de trop pour toute une partie de la population qui ne se sentait pas jusque là encore suffisamment atteinte par l'accélération des mesures antisociales, en tous les cas ne se mobilisait pas... Le gouvernement devrait savoir prendre le pouls de cette accélération de l'histoire sociale.

Sans impôt, il ne peut y avoir de services publics : l'éducation, la santé, la sécurité et tous les services assurés par l'État, les collectivités locales et les organismes publics seraient assurés par le secteur privé et objet de bénéfices pour les capitaux placés et leurs rentiers. Sans impôt, les plus riches pourraient disposer d'un système privé de formation, de santé, de sécurité etc. Les plus pauvres en seraient exclus, les inégalités seraient donc incomparablement plus violentes et importantes qu'actuellement.

Comment se construit l'intérêt général et la République ?!!

Aujourd'hui la disparition des services publics en milieu rural et périurbain est bien une préoccupation portée par nombre de « gilets jaunes » qui en sont issus.

Et elles et ils ont bien raison de s'en préoccuper car la réduction de la dépense publique appliquée aux services d'État, à ceux de l'hôpital et des collectivités territoriales, c'est moins de lits d'hôpital, moins de financement pour le logement social, moins d'entretien des routes et plus de risque d'accidents sans même parler de limitation de vitesse et des amendes qui les accompagnent.

Ce sont des classes d'écoles qui ferment, des services d'État (carte grise...) ou municipaux (accès à l'eau, ordures ménagères...) transférés au privé. N'en doutons pas, ce sera moins de cantines scolaires, de crèches, d'activités périscolaires ou de possibilités d'accompagnement des personnes âgées – ou ils seront plus chers si ce n'est privatisés ; ce seront des infrastructures délaissées... Avec pour conséquence ultime une fragilisation et une pénalisation accrue des ménages les plus modestes.

C'est toujours plus de concentration vers les métropoles et les grandes collectivités alors que les transports en commun notamment ferroviaires sont délaissés ou abandonnés.

Des agent.e.s des finances garant.e.s de l'intérêt général !

Dans ce paysage, les services des ministères économiques et financiers ont toute leur place. Il faut savoir aujourd'hui la rappeler devant l'opinion publique, si ce n'est dans le cadre du « grand débat », pour mieux garantir de ne pas laisser les mains libres à l'univers de l'Entreprise !

L'Entreprise « sans entraves », ce ne sera pas le « ruissellement par le haut ». Ça également, les « gilets jaunes », tout comme nous, l'exposent aujourd'hui clairement. Par contre, ce sera moins de contrôles pour la sécurité de la population : missions de surveillance des sites industriels réduites au nom de la « liberté d'entreprendre » ou du « droit à l'erreur », réduction des moyens de la Douane en pleine expansion des transports de marchandises frauduleuses ou contrefaites, de circulation illégale d'armes de poing et de guerre, de trafic de drogues..., de moins en moins de moyens pour la Concurrence et Répression des Fraudes pour le contrôle de la véracité des informations données sur les produits, de la qualité des biens consommés...

Et ce sera plus de frais pour celle ou celui qui a besoin du service, alors que cela était pris en charge précédemment par l'impôt et le service public (avec l'exemple du contrôle technique des véhicules). Tout bénéfice pour le Capital.

Les principes qui fondent le service public – neutralité, continuité, égalité de traitement – sont censés garantir la permanence et la proximité du service public, ce que ne fait pas singulièrement le tout numérique. Moins de fonctionnaires, moins de services publics et vice versa.

En matière de contrôle de la dépense publique et de tenue rigoureuse des comptes des communes, les agents de la trésorerie, fonctionnaires d'État indépendants des pouvoirs publics locaux et des intérêts financiers privés lorgnant sur les 70% d'investissements publics réalisés par les collectivités, sont un gage pour l' élu local et ses administrés et leur droit de regard. Ils garantissent l'application sur tout le territoire de la République des règles de la comptabilité publique. Le développement d'agences comptables là également menace cette indépendance.

Une société en quête de lien social !

Parce que le service public est lié au principe d'une République qui garantit à tou.te.s, partout sur le territoire, les mêmes droits, combat pour une démocratie au plus près de chez soi et combat pour un réseau DGFIP à proximité des élus locaux et des habitants de leurs communes vont de pair. Ce sont là toute une série d'éléments que nous versons une nouvelle fois au débat public.

Lors des dernières élections professionnelles, les personnels ont conforté, dans nos administrations financières et écono-

miques, les organisations syndicales les plus combatives. Les agent.e.s ont renforcé le syndicalisme de revendications, de luttes, pour de véritables transformations sociales et une société solidaire au service de l'ensemble de la population partout sur le territoire.

C'est un signe que devraient entendre l'Élysée et le gouvernement dans un contexte où depuis plus de deux mois les mobilisations en cours expriment également un besoin de lien social et de service public.

Tout ceci, ni les « gilets jaunes » ni toutes celles et tous ceux mobilisé.e.s hier n'ont eu besoin du lancement élyséen d'un « grand débat national » pour le comprendre. Elles et ils le vivent au quotidien. Faudrait-il croire qu'il puisse servir à celles et ceux qui nous gouvernent pour l'entendre, en prendre la pleine mesure et en tirer les conclusions dans le sens de l'intérêt général ?

Comme la majorité des « gilets jaunes », et ce depuis des années, à Solidaires, là où nous sommes, nous luttons dans les administrations, les entreprises, dans la rue, pour davantage de justice sociale, de justice fiscale, pour la redistribution des richesses et l'extension des services publics, pour des salaires dignes, pour plus d'égalité